



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Réunion d'experts

L'évaluation du processus de l'intégration régionale de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
sur la Convention de Sécurité Sociale de l'UMA et la politique de la migration.

20 novembre 2013, Rabat

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane
Directrice, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique,
Bureau pour l'Afrique du nord

Madame la représentante de M. le Ministre de l'emploi, de la formation professionnelle et des affaires sociales du Royaume du Maroc
Monsieur le représentant de l'Union du Maghreb Arabe
Excellences Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations régionales et internationales
Mesdames et Messieurs les experts
Chers collègues du Système des Nations Unies
Mesdames et Messieurs ;

C'est avec un très grand plaisir que je vous accueille à Rabat et vous souhaite une chaleureuse bienvenue à cette réunion d'Experts.

Merci à vous, Mesdames et Messieurs les experts, pour avoir répondu positivement à notre invitation et pour les contributions de qualité que vous ne manquerez pas d'apporter à l'approfondissement des questions qui seront soumises à votre analyse.

Monsieur Abdeslam SEDDIKI, Ministre de l'emploi, de la formation professionnelle et des affaires sociales du Royaume du Maroc, que j'ai rencontré hier, me charge de vous transmettre également ses meilleures salutations. Du fait d'activités programmées au Parlement ce matin, il n'a pas pu être des nôtres. Il reste cependant très attentif aux résultats de cette rencontre et du suivi qui en sera fait.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Edifier le Maghreb est un enjeu d'une importance considérable pour notre région.

Si édifier un Maghreb économique dynamique, productif et compétitif est une priorité, édifier le Maghreb des peuples, où les citoyens peuvent circuler librement, travailler dans les pays voisins et continuer à bénéficier d'avantages sociaux, est une priorité encore plus grande.

Chaque jour qui passe, la lenteur du processus d'intégration régionale coûte à nos pays des points de croissance (estimés selon les études entre 1 et 2,5), des places dans le classement de leur capacité à attirer les investissements, dans celui du Doing Business qui mesure la réglementation des affaires et enfin, plus important encore, dans celui de leur indice de développement humain.

Il ne suffit plus aujourd'hui d'être performant au niveau économique. Il faut l'être au niveau de l'équité de la répartition des fruits de la croissance et de son impact sur le développement social.

Nous devons donc nous doter des moyens les mieux adaptés pour accélérer une coopération et une intégration régionale de nos pays créatrices d'emplois et génératrices de mieux être pour tous.

C'est dans cette perspective que notre rencontre va d'abord se concentrer, de manière très concrète, sur la mise à jour de la Convention de la sécurité sociale de l'UMA, élément fondamentale pour garantir leurs droits à ceux de nos travailleurs qui ont choisi une expatriation professionnelle.

Comme la Convention aborde la question de la migration sous l'angle de la facilitation de la mobilité des travailleurs, nous nous intéresserons, dans un deuxième temps, à la question plus large de l'apport de la migration dans les politiques de développement.

Ces deux sujets, qui peuvent sembler distincts de prime abord, sont en fait complémentaires, interdépendants et particulièrement critiques pour réussir la construction d'un espace Maghrébin mieux intégré.

Excellences, Mesdames et Messieurs

La réflexion que nous vous proposons s'inscrit dans la logique et la continuité de l'action menée par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique dans sa mission d'appui à la construction d'un marché régional permettant à terme la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux.

Elle fait suite à la réunion sur 'la Migration internationale et le développement en Afrique du nord' de mars 2007, celle sur 'la mobilité du capital au Maghreb' de janvier 2008 et celle sur la 'mobilité des travailleurs dans l'espace maghrébin' de septembre 2011.

Participant à la mise en œuvre du programme pluriannuel de coopération avec le Secrétariat Général de l'UMA, cette rencontre permettra de prolonger et d'approfondir le débat sur les multiples dimensions socio-économiques et juridiques de la construction de l'espace maghrébin.

En effet, la mobilité des travailleurs, indicateur important du dynamisme socio-économique dans le processus de la construction régionale, peut être limitée par différents types d'entraves liées à des considérations juridiques ou administratives, telles que des limitations de la fiscalité ou la non adaptation de la sécurité sociale. Nous sommes convaincus que l'harmonisation des législations relatives à l'assurance sociale est l'un des moyens permettant de promouvoir et faciliter cette mobilité.

Et c'est parce qu'elle partage cette conviction que l'UMA a très tôt inscrit dans son agenda l'élaboration d'une Convention régionale de Sécurité Social. Une présentation vous en sera faite aux début de nos travaux.

Bien évidemment, les dispositions de la Convention de l'UMA ne préconisent pas, à terme, le remplacement des systèmes nationaux de sécurité sociale par un système unique. Les systèmes des États membres sont le fruit de longues expériences et traditions, profondément enracinées dans la culture et les préférences nationales. Chaque Etat reste souverain et libre de décider de ses

dispositions nationales en termes de la couverture et des prestations qu'il choisit d'offrir.

Néanmoins dans un esprit de construction régionale qui doit favoriser la mobilité des travailleurs, l'application des différentes législations nationales ne doit pas pénaliser celles et ceux qui exercent leur droit de circuler et de séjourner dans les autres pays de la région.

Il est donc important de réfléchir à des mécanismes de coordination permettant d'établir une vision et des principes communs qui seront respectés et appliqués par tous les pays et qui, plutôt qu'un frein, seront une incitation à la mobilité des travailleurs. Des exemples d'expériences d'accords internationaux, notamment la convention européenne, qui vous seront présentés pourront inspirer les choix et ajustements éventuels à faire au niveau de la Convention maghrébine.

Excellences, Mesdames et Messieurs

La deuxième partie de la rencontre sera consacrée à l'intégration plus systématique de la problématique de la migration dans les politiques et stratégies nationales et régionale de développement.

Le phénomène de la migration, en Afrique en général, et en Afrique du Nord plus spécifiquement, ne cesse de s'amplifier en nombre et en complexité. Alors qu'ils sont largement sous-estimés, les flux de migrants se développent à l'intérieur et en dehors du continent. Les migrations sont caractérisées par une plus grande diversité de leur typologie et des destinations. De plus en plus, les pays d'Afrique du nord deviennent en même temps des pays d'origine, de transit et de destination.

Pendant longtemps, la migration n'était perçue que comme une source de problèmes : fuite des cerveaux, défis sécuritaires, instabilité, etc. Ce n'est que récemment que le lien entre migration et développement a commencé à gagner l'attention des décideurs politiques et des planificateurs.

De "comment résoudre les problèmes liés à la migration", la question est devenue 'comment tirer un meilleur parti de ce phénomène', en le considérant comme un élément à part entière des plans et programmes de développement'.

Actuellement, cette question transversale s'est invitée dans toutes les réflexions dédiées au développement menées aux niveaux national et international, que ce soit dans le cadre de la préparation et du suivi de RIO+20, des rencontres relatives au changement climatique, la revue de la Conférence sur la Population, ou de l'agenda de développement post 2015.

Le deuxième Dialogue de haut niveau, organisé les 3 et 4 octobre dernier à New York par l'Assemblée Générale des Nations Unies, n'a fait que renforcer cette tendance.

Afin de contribuer à cette réflexion dans notre région, notre Bureau, en étroite collaboration avec l'Organisation Internationale de la Migration (OIM), a réalisé une étude sur la base d'un questionnaire administré dans six pays : Algérie, Égypte, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie.

Cette étude sera soumise à votre examen. Elle a comme objectif non seulement de faire une évaluation sur la façon dont les enjeux liés à la migration sont pris en considération dans les politiques de développement, mais également de servir

d'outil de plaidoyer pour renforcer l'engagement politique de nos Etats afin de promouvoir une prise en compte plus systématique de la migration dans le développement économique, social et environnemental.

En complément de cette étude, l'OIM en sa qualité d'organisme chef de file à l'échelle mondiale dans le domaine de la migration, alimentera les débats en nous présentant les éléments jugés essentiels pour une approche du développement sensible à la question migratoire.

Excellences, Mesdames et Messieurs

A l'issue de ces deux jours de réflexion, je suis convaincue que, grâce à vos délibérations et échanges, nous pourrons formuler des propositions et recommandations pour faire avancer notre agenda de construire une région plus et mieux intégrée, où la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux pourra devenir une réalité quotidienne.

Encore une fois, bienvenue à vous à cette réunion

Je souhaite plein succès à vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.